

ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 30 AVRIL 2019



Service Culture

ED/FP

N°2019- 018

OBJET : Autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU les articles L.3321-1, L.3334-1, L.3334-2, L.3335-4, D.3335-1 et D.3335-17 du Code de la Santé Publique,

CONSIDERANT la demande de Monsieur Fernando LARIO DA SILVA, Président de l'association « Les Portugais Unis avec Tous de la Vallée de Montmorency » tendant à ouvrir un débit temporaire de boissons dans le cadre d'une fête dite « Fête de l'Amitié » organisée sur le parking juxtaposant le siège de l'association, sise 154 avenue du Général Leclerc à Soisy-sous-Montmorency (95230),

ARRETE

Article 1 : L'association « Les Portugais Unis avec Tous de la Vallée de Montmorency », sise 154 avenue du Général Leclerc à Soisy-sous-Montmorency, représentée par son Président Monsieur Fernando LARIO DA SILVA, est autorisée à vendre et à distribuer des boissons de premier et troisième groupes mentionnés à l'article L.3321-1 du Code de la Santé Publique, sur le parking juxtaposant le siège de l'association.

Article 2 : L'autorisation est valable le dimanche 23 juin 2019.

Article 3 : Le point de vente et de distribution sera ouvert de 09h30 à 22h00.

H
.../...

Article 4 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.
- Organiser, le cas échéant, une action du type « conducteur désigné », mettre à disposition des éthylotests, recourir à des moyens de transport en commun, des modalités d'hébergement à proximité.

Article 5 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire de l'autorisation.

Le Maire,
Vice-président délégué du Conseil départemental,

Luc STREHAIANC



Acte certifié exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT

Le 30/04/19

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa notification.